



CAHIER DES CHARGES DESTINÉ AUX PRESTATAIRES

MISSION DE CSPS CEA DE GRENOBLE
& SITE D'INES – BOURGET DU LAC

CEAGRE/DPEI

N° Réf : 2025 – AO_AC – CSPS 2025_2028

Date :

DIFFUSION PUBLIQUE

Protection des informations : *Cocher la case :*

- ☒ Le présent cahier des charges ne contient aucune information sensible, ce qui permet la mise en ligne de ce document sur la plateforme dématérialisée du CEA.
- ☐ Le présent cahier des charges contient des informations sensibles ou classifiées : de ce fait la mise en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA de ce document est interdite.

Diffusion : DG/CEAGRE/DPEI
DG/CEAGRE/SMA
DG/CEAGRE/CQSE

Mots clés : CSPS – chantier clos - sécurité

	Nom	Fonction	Visa
Rédacteur	DHELLEMME.S	Pilote de contrats	
Vérificateur	SANCHEZ. G	Ingénieur Sécurité Travaux - CQSE	
ISI DPEI	TESSANDORI.B	IS DPEI	
IQ DPEI	VANDROUX.S	IQ DPEI	
Approbateur	CHARLETY.P	Chef DPEI	



CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
DIFFUSION PUBLIQUE	Référence : Page 2 / 33

HISTORIQUE DES VERSIONS

Ind.	Date	Objet de la modification
O	21/10/2024	Edition Originale
A		
B		
C		
D		
E		
F		
G		
H		

SOMMAIRE

1 GLOSSAIRE	5
2 OBJET	7
2.1 Périmètre	8
2.1.1 Périmètre géographique	8
2.1.2 Périmètre technique	8
2.1.3 Plage horaires	8
3 PRÉSENTATION DU CEA	8
3.1 Le CEA	8
3.2 Le centre CEA de Grenoble	9
3.3 Les Bâtiments du centre CEA de Grenoble	11
3.4 Organisation du DPEI	11
3.5 Organisation du SFETN	13
4 INTERVENANTS ET RÔLES RESPECTIFS.....	14
4.1 Fonctionnement du pilotage du contrat côté DPEI	14
4.2 Autre intervenants CEA	15
4.3 Relation avec le centre CEA de Grenoble	15
5 DOCUMENTS APPLICABLES.....	16
5.1 Documents généraux	16
5.2 Circulaires sécurité	16
5.3 Documents qualité	17
5.4 Réglementation relative à certaines activités	18
5.4.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :	18
6 DESCRIPTION DE LA PRESTATION.....	18
6.1 Missions confiées au titulaire	18
6.2 Consultation et marchés	19
6.2.1 Le cahier des charges techniques particulières	19
6.2.2 Visite des lieux	19
6.2.3 Analyse des offres	19
6.3 Réunion d'enclenchement de l'opération	20
6.4 Mission d'Etude, de Conception et d'Elaboration du projet	20
6.4.1 Analyses de phase APS, APD, PRO,	20
6.4.2 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Catégorie 2)	20
6.4.3 Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Catégorie 3)	21
6.4.4 Dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage	21
6.4.5 Registre-journal	21
6.4.6 Protections collectives, appareils de levage, accès provisoires, installations générales	21
6.4.7 Rapports du Titulaire avec la maîtrise d'œuvre	22
6.4.8 Document Harmonisé de l'Organisation des Livraisons	22
6.5 Missions de suivi d'exécution (tranche optionnelle)	22
6.5.1 Mission de coordination générale	22
6.5.2 Interférences avec les activités sur le site	24
6.5.3 Accès au chantier	24
6.5.4 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé	24
6.5.5 Information du Maître d'Ouvrage	24
6.5.6 Profils associés à la mission (base te optionnelle)	24
6.6 Indicateur et livrables attendus	25



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 4 / 33

6.7	Moyens nécessaires à la réalisation des prestations.....	26
6.7.1	<i>Moyens à la charge du Titulaire</i>	26
7	PILOTAGE DU MARCHÉ CSPS	27
7.1	Réunion de démarrage	27
7.2	Réunion annuelle	27
8	OBLIGATIONS LIÉES À LA PRESTATION	28
8.1	Sécurité	28
8.2	Accès au site	28
8.3	Confidentialité	28
8.4	Données Personnelles	29
8.5	Spécifications relatives à la démarche anticorruption du CEA	29
8.6	Qualité	29
8.7	Politique Achats responsables et Développement Durable	31
8.7.1	<i>Volet environnement</i>	31
9	ANNEXE 1 - CONTENU DU PLAN GENERAL DE COORDINATION	31
10	ANNEXE 2 - CONTENU DU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE	33

1 GLOSSAIRE

ADR	Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par la Route
AMO	Assistance Maître d'Ouvrages
AQ	Assurance Qualité
BAT	Groupe Bâtiment
BCC	Bâtiment Centre de Compétence
BHT	Bâtiment de Haute Technologie
BSD	Bordereau de Suivi de Déchets
BTR	Bureau des Transports Règlementés
CACES	Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité
CCM	Commission Consultative des Marchés
CCTP	Cahier des Clauses Techniques particulières
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA
CINES	Cellule Ines
CLS	Commission Locale de Sécurité
CMAC	Cellule Méthodes et Amélioration Continue
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
COSTRAT	Comité National Stratégique France Mobilités
CPRTT	Cellule PRTT
CQSE	Cellule Qualité Sécurité Environnement
CRCV	Contrôle Radiologique du Chargement des Véhicules
CS	Correspondant Sécurité (protection du potentiel scientifique et technique)
CSE	Commission Sociale et Economique
CSPS	Coordonnateur Sécurité en matière de Protection de la Santé
CTReg	CEA Tech en régions
CSSCT	Commission Santé, Sécurité et Condition de travail
CVC	Groupe Climatisation Ventilation Chauffage
DAASC	Demande d'Autorisation d'Accès au Site du CEA
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DES	Direction des énergies
DFT	Dispositifs de Fonctionnement Technique
DIB	Déchet Industriel Banal
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DPEI	Département Projets, Exploitation et Ingénierie
DPEI/DIR	Direction du DPEI
DPGF	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
DREAL	Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DRF	Direction de la recherche fondamentale
DRT	Direction de la recherche et de la technologique
ELEC	Groupe Electricité
EPI	Equipeement de Protection Individuelle
ERP	Établissement Recevant du Public
ESI	Groupe Exploitation des Systèmes d'Information
FDS	Fiches de Données de Sécurité
FLU	Groupe Fluide
FLS	Formation Locale de Sécurité
GAC	Groupe Archives Centre
GPEP	Groupe Pilotage Exploitation et Prévention
GPP	Groupe Pilotage Projets
HCT	Horaire Collectif de Travail (de 7h55 à 16h35)
HHCT	Hors Horaire Collectif de Travail



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 6 / 33

HNO	Heures Non Ouvrables (de 20h30 à 6h00 pour Grenoble et de 20h00 à 7h00 pour l'INES, les samedis, dimanches, les jours fériés et chômés et les jours de fermeture du CEA toute la journée)
HO	Heures Ouvrables (de 6h00 à 20h30 pour Grenoble et de 7h00 à 20h00 pour l'INES))
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
INES	Institut National de l'Energie Solaire (où sont situées les installations du LITEN DTS, Bourget du Lac)
INSERM	Institut National de la Santé et de la recherche Médicale
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture
IQ	Ingénieur qualité
IRIG	Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble
ISC	Groupe Information Scientifique et Calculs
ISE	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
ISI	Ingénieur de Sécurité d'Installation
CJ	Cellule Juridique du CEA Grenoble
LETI	Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Information (institut DRT)
LIST	Laboratoire d'Intégration de Systèmes et des Technologies
LITEN	Laboratoire d'Innovation pour les Technologies des Énergies Nouvelles et les nanomatériaux (institut DRT)
LPE	Laisser Passer d'Entreprise
MOA	Maître d'ouvrage
OSSI	Officier de Sécurité des Systèmes d'Information
OS	Officier de Sécurité
PCS	Plan Contractuel de Sécurité
PFAS	Per- et Polyfluoroalkylées
PPME	Plan de Prévention Mono Entreprise
PQP	Plan Qualité Particulier
PPQSE	Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement
PQSE	Plan Qualité Sécurité Environnement
PECC	Première ébauche cahier des charges (instance de relecture)
PGC	Plan Général de Coordination
PPE	Plan de Performance Énergétique
PP(S)	Plan de Prévention (Simplifié)
PRTT	Plateformes Régionales de Transfert Technologique
PSE	Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s)
PSI	Groupe Projets et Solutions Informatiques
PUS	Pôle Utilités Services
RC	Règlement de Consultation
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RPP	Relation Parties Prenantes
RQTH	Reconnaissance Qualité de Travailleur Handicapé
RSE	Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
RSSI	Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information
RTT	Réduction du Temps de Travail
SLE	Service Logistique et Environnement
SMA	Service Marchés et Achats
SME	Système de Management de l'Énergie
SPPEP	Service Pilotage Projets, Exploitation et Prévention
SSTM	Service Supports Techniques et Métiers
STIC	Service des Technologies de l'Information et de la communication
TA	Groupe TéléAlarme
TURPE	Tarifs d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité
UGA	Université Grenoble Alpes
UMR	Unité Mixte de Recherche
ZRR	Zone à Régime Restrictif

2 OBJET

Le marché relatif aux prestations décrites dans le présent cahier des charges est soumis à une **obligation de résultat** de la part du prestataire, où le prestataire doit délivrer les prestations conformément aux spécifications convenues.

Le présent cahier des charges a pour objet de détailler le marché de missions de CSPS pour des opérations de Bâtiment et de Génie-civil de catégorie 2 et 3. Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires avec mises en concurrence systématique sur une durée de 2 ans fermes +1 +1 an optionnel.

Il est demandé à minima des intervenants CSPS confirmés en conception et réalisation niveau II.

Les CSPS doivent impérativement avoir une compétence de suivi de chantier à minima de 10 ans pour le ou les titulaire(s) et à minima de 5 ans pour le ou les suppléant(s) ; la gestion de chantier complexe en site occupé, multi maîtres d'ouvrage, en présence de MPSCA et disposant d'une formation et/ou sensibilisation au risque amiante.

Ce Cahier des Charges définit les différentes missions qui seront exécutées au titre de cet accord-cadre sans entrer dans le détail des chantiers.

Pour chaque projet, les besoins seront précisés dans un cahier des charges technique spécifique ci-après dénommé « CCT Spécifique » fourni lors de chaque consultation en marché subséquent et rédigé par le DPEI/CQSE ou le SFETN/CQSE (voir paragraphe 4) pour le compte des unités du CEA.

Les missions confiées aux titulaires de l'accord cadre portent sur les missions de CSPS, en général les études et le suivi des travaux sur des projets (liste non-exhaustive) :

- Construction/déconstruction/réhabilitation/rénovation de bâtiments et/ou zones Tertiaires ou de recherche ou technique
- Désamiantage des locaux (cloisonnement, faux plafonds, menuiserie, CFO/CFA/téléalarmes, plomberie, ...):
- D'installations industrielles nouvelles (ICPE, ...)
- D'adaptation d'installation pour y introduire de nouveaux procédés.
- Consignation des réseaux et fluides (CFO, CFA, téléalarme, eau de ville/ eau industrielle, eaux usées, eau pluviale, air comprimé, eau surchauffée, eau chaude),
- Gaz process, mise en œuvre avec les travaux de CVC, CFO et téléalarme associés
- Création ou déconstruction de circuits CVC CTA/groupe froids/ extracteurs (en terrasse ou dans les emprises de bâtiment existants)),



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 8 / 33

2.1 Périmètre

2.1.1 Périmètre géographique

Les prestations concernent des chantiers sur le site CEA Grenoble ainsi que sur le site de l'INES au Bourget du lac (voir paragraphe 3).

2.1.2 Périmètre technique

L'accord-cadre a pour objectif de traiter des besoins réguliers en matière de mission de CSPS pour les travaux d'un montant inférieur à 3 000 000€ HT en dehors des domaines nécessitant une qualification CEFRI.

2.1.3 Plage horaires

Les missions peuvent se dérouler sur des horaires de travail spécifiques. Ainsi, **suivant le cahier des charges spécifique des marchés subséquents, il peut y avoir nécessité d'intervenir des jours de fermeture du site, ou sur des horaires décalés (dans le cas de travaux de nuit ou hors heures non ouvrées) ; cela implique la mise en œuvre d'équipe pouvant intervenir dans des périodes de fermeture du centre avec des présences journée-temps plein (8 à 10h).**

A ce titre le titulaire devra s'assurer du respect des temps de repos de ces équipes.

Commenter [GDVS1]: Adapter BPU

3 PRÉSENTATION DU CEA

3.1 Le CEA

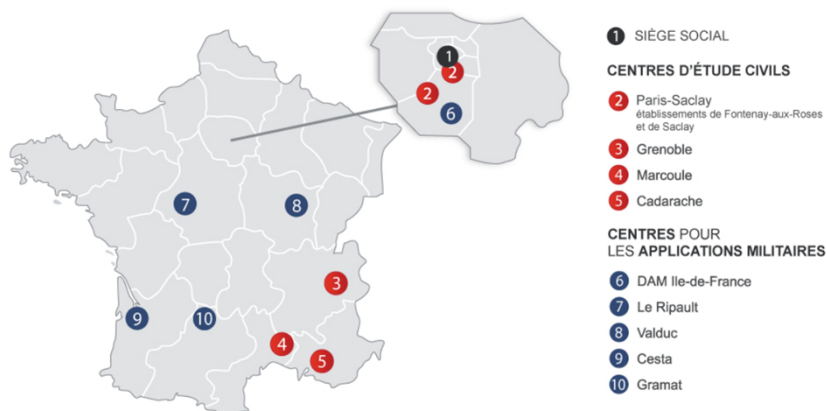
Le CEA est un établissement public à caractère industriel et commercial. Il répond aux commandes de l'Etat ainsi qu'aux besoins de la société et de l'industrie et s'engage au quotidien pour relever les défis liés à la transition énergétique, aux innovations numériques, au besoin de souveraineté, ou encore aux maladies émergentes.

Il est un organisme de référence et mène des travaux de recherche dans des disciplines scientifiques variées en s'appuyant sur des plates-formes technologiques regroupant des équipements de pointe.

À travers ses recherches ancrées dans de grands enjeux sociétaux et les technologies qu'il développe, le CEA est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation et contribue ainsi à la transformation de la société.

Pour mener à bien ses missions, le CEA s'appuie sur quatre directions dites opérationnelles, dont les activités sont implantées sur 10 sites en France, et accompagnées par des directions fonctionnelles. Il est également réparti sur 7 plates-formes régionales de transfert de technologie (PRTT).

En savoir plus : www.cea.fr



Son organisation repose sur :

4 directions opérationnelles :

- la Direction des Applications Militaires (DAM),
- la Direction des Energies (DES),
- la Direction de la Recherche Technologique (DRT),
- la direction de la Recherche Fondamentale (DRF)

Ces directions sont structurées en instituts ou directions de centre, en départements et services.

Les directions fonctionnelles :

- La Direction financière et des programmes (DFP)
- La Direction des achats et des partenaires stratégiques (DAPS)
- La Direction de la Sécurité et de la Sûreté Nucléaire (DSSN)
- La Direction juridique et du contentieux (DJC)
- La Direction des systèmes d'information (DSI)
- La Direction de la communication (DCom)
- La Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS)
- La Direction des relations internationales (DRI)
- La Direction de l'Audit, des Risques et du Contrôle Interne (DARCI)

Pour de plus amples informations sur le CEA, visitez le site www.cea.fr

3.2 Le centre CEA de Grenoble

Installé au cœur d'un environnement urbain et scientifique, industriel et universitaire très riche, le centre CEA de Grenoble destiné à la recherche nucléaire dès 1956 consacre désormais l'essentiel de ses recherches au développement de solutions innovantes, dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'information et de la communication.

Le centre CEA de Grenoble réunissant plus de 4 500 collaborateurs (salariés CEA) sur près de 67 hectares, accueille les activités de trois des directions opérationnelles : la DRT, la DES et la DRF.

La Direction de centre :

Le Centre du CEA Grenoble est placé sous la responsabilité de son Directeur, qui est le représentant légal de l'employeur et assume le rôle de chef d'établissement au sens du Code du travail. Les unités de la Direction de centre ont 2 missions principales ; d'une part, le soutien-support aux programmes de recherche menés par

les unités hébergées, et d'autres part les missions « régaliennes » ou « employeur », en particulier le fait de faire respecter les règles en vigueur (santé, sécurité, gestion, finances, achats, ventes, juridique, RH, ...) et de veiller à l'entretien et à l'évolution du patrimoine immobilier ainsi qu'à la bonne gestion des infrastructures et services communs (restauration, nettoyage, logistique, ...).

Les Directions opérationnelles :

Les directions opérationnelles sont en charge de réaliser les programmes de recherche dans leurs différents domaines d'expertise, pour répondre aux missions qui lui ont été fixées par l'Etat dans les 4 grands domaines des énergies, de la défense, des technologies pour le numérique et pour la santé, au service de la compétitivité industrielle du pays et en lien étroit avec les évolutions sociétales et les applications

A Grenoble, 3 directions opérationnelles sont présentes :

La Direction de la recherche technologique (DRT) du CEA aborde les grands enjeux sociétaux et industriels du XXI^e siècle en développant et en diffusant des technologies, pour tous les secteurs industriels et tous les types d'entreprises, qui contribuent à l'accompagnement de la transition numérique dans la société, à l'amélioration de la santé publique et au respect de la planète.

A Grenoble, la DRT se compose ainsi :

- Le CEA-Leti, en savoir plus : www-leti-cea.fr
- Le CEA-List, en savoir plus : www-list-cea.fr
- Les plates-formes régionales de transfert technologique (PRTT), au nombre de 7.

La Direction des énergies (DES) du CEA apporte aux pouvoirs publics et aux industriels les éléments d'expertise et d'innovation pour la mise en œuvre d'un système énergétique bas carbone. Avec une approche intégrée du système énergétique, la DES s'intéresse à tous les modes de production d'énergie bas carbone (énergie nucléaire, nouvelles technologies de l'énergie), à leurs interactions au sein du réseau (stockage, pilotage, conversion), et à la problématique des ressources dans une logique d'économie circulaire des matières.

La DES se compose d'un institut à Grenoble :

le CEA-Liten – en savoir plus : www-liten-cea.fr



L'Institut National de l'Energie Solaire (Ines), situé au Bourget-du-Lac, près de Chambéry (Savoie) est un centre dédié à la recherche, à l'innovation ainsi qu'à la formation sur l'énergie solaire. Il dépend du centre CEA de Grenoble et représente aujourd'hui plus de 400 personnes.

L'activité de recherche animée par le centre CEA de Grenoble réunit aussi des laboratoires de l'Université de Savoie et travaille en lien étroit avec les industriels sur ses domaines d'activités : les technologies solaires photovoltaïques, thermiques, solaire à concentration, le stockage de l'électricité, la mobilité solaire et les bâtiments à haute efficacité énergétique.

Pour plus d'informations, consultez le site : www.ines-solaire.com

La Direction de la recherche fondamentale (DRF) du CEA exerce ses activités dans les domaines des biotechnologies et de la santé, des sciences de la matière et de l'Univers, de la physique, du climat et des nanosciences. Elle place au cœur de ses objectifs la production et la publication de connaissances et de savoir-faire au meilleur niveau mondial.

La DRF comprend un institut à Grenoble :

- Le CEA-Irig – en savoir plus : www.irig-cea.fr

3.3 Les Bâtiments du centre CEA de Grenoble

Le site du centre CEA de Grenoble est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) regroupant toutes les activités du centre, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'exploitation.

Le centre CEA de Grenoble est une Zone Protégée au sens de l'article 73 de l'IGI 1300 et tout accédant doit faire l'objet d'un contrôle élémentaire qui est une enquête administrative.

Il compte 283 bâtiments représentant environ 342.000 m² sur le polygone scientifique, qui accueillent plus d'une centaine de laboratoires de recherche et divers services administratifs ou techniques (unités de supports), chargés du fonctionnement du centre au quotidien.

A noter la présence des éléments suivants sur le site de Grenoble :

- 7 ERP (Établissement Recevant du Public),
- Le BCC (Bâtiment Centre de Compétence) : Propriété de la SCI BCC Presqu'île avec comme locataire principal le CEA,
- Le BHT (Bâtiment de Haute Technologie) : Propriété de la SEM Minatec Entreprises, avec comme locataire principal le CEA,
- Le bâtiment des DFT (Dispositifs de Fonctionnement Technique), Propriété de la société PUS (Pôle Utilités Services),

Les bâtiments hors clôtures sont :

- L'Institut de biologie structurale (IBS) sur le campus EPN, dans lequel le CEA est co-tutelle de l'UMR avec le CNRS et l'UGA,
- Les bâtiments sis à HERBEYS (Isère 38) en convention avec Grenoble-INP,
- Le fort des Quatre Seigneurs sis à HERBEYS,
- Y. SPOT Partners (Atrium, RdC 1^{er} étage et 2^{ème} étage côté Nord)

Caractéristiques générales additionnelles du site du CEA Grenoble :

- Espaces verts : ≈ 15 Ha,
- Routes sur le site de Grenoble : ≈ 35 km

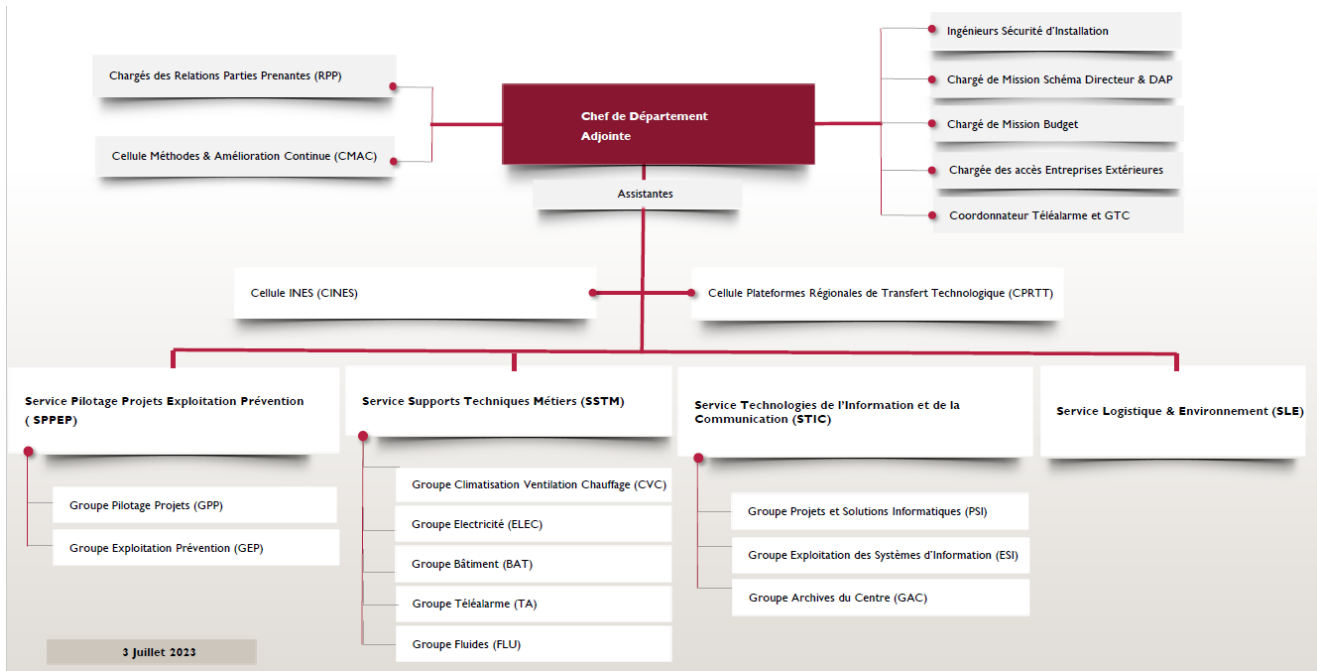
3.4 Organisation du DPEI

Le Département Projets, Exploitation et Ingénierie (DPEI) est rattaché à la direction du centre. Il est composé :

- D'un échelon de direction (DPEI/DIR) qui assure la coordination des activités du département, et la liaison avec la Direction du Centre.
- D'un Service des Technologies de l'Information et de la Communication (STIC) composé d'un échelon Direction et de 3 groupes :
 - Un groupe Projets et Solutions Informatiques (PSI)
 - Un groupe Exploitation des Systèmes d'Information (ESI)
 - Un groupe Archives Centre (GAC)

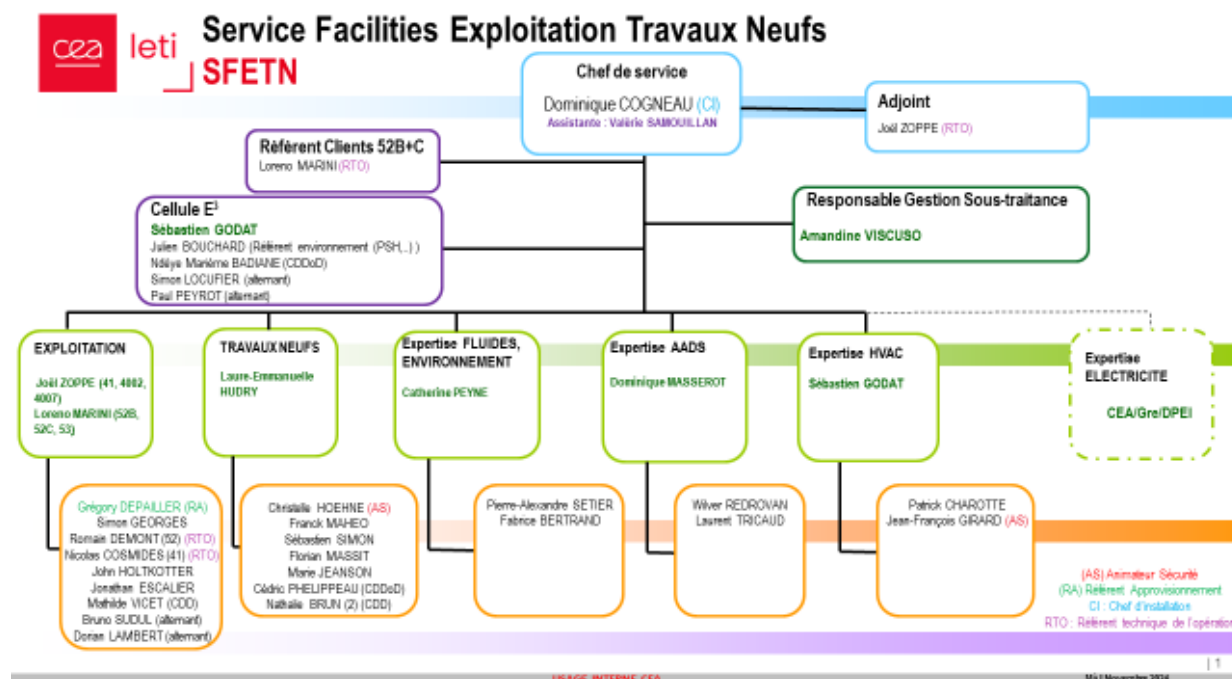
Ce service est chargé des systèmes d'information scientifique, technique et bureautique, des systèmes dédiés au calcul scientifique, aux technologies d'information et de communication ainsi qu'aux archives du centre.

- D'un Service de Logistique et Environnement (SLE) chargé de fournir aux utilisateurs du Centre, en interne DPEI et aux parties prenantes, des services généraux, des ressources, des conseils et du support technique conformes aux attentes.
- D'un Service de Pilotage Projets, Exploitation & Prévention (SPPEP), chargé de garantir la cohérence des activités Projets, Exploitation & Prévention au regard des capacités des équipes du DPEI. Il est composé d'un échelon direction et de 2 groupes :
 - Le Groupe Pilotage Projets (GPP) chargé de piloter opérationnellement les projets.
 - Le Groupe Pilotage Exploitation & Prévention (GPEP) chargé de piloter opérationnellement les contrats d'exploitation/maintenance et de contrôles réglementaires des bâtiments et des infrastructures.
- D'un Service Supports Techniques & Métiers (SSTM) chargé d'assurer les études, les travaux et l'appui technique sur les bâtiments et les infrastructures, pour répondre aux priorités de disponibilité et performance des installations. Il est composé d'un échelon central et de 5 groupes
 - Le groupe Climatisation Ventilation Chauffage (CVC)
 - Le groupe Electricité (ELEC)
 - Le groupe Bâtiment (BAT)
 - Le groupe TéléAlarme (TA)
 - Le groupe Fluides (FLU)
- D'une Cellule Méthodes & Amélioration Continue (CMAC) qui regroupe les missions de qualité et amélioration continue, de patrimoine, d'ergonomie et d'accessibilité, de gestion du parc informatique.
- D'une Cellule INES (CINES) chargée, pour le site INES, d'accompagner son déploiement dans la réalisation de ses projets et travaux.
- D'une Cellule CPRTT (CPRTT) chargée, pour les sites de CEATech en région, d'accompagner leur déploiement dans la réalisation de leurs projets et travaux.
- Des interlocuteurs des Relations Parties Prenantes (RPP) chargés de contribuer à une bonne interaction entre le DPEI et les parties prenantes.



3.5 Organisation du SFETN

Le SFETN est le service technique au sein du LETI réalisant pour son compte les travaux et aménagement. Le Titulaire est aussi consulté par les CA du SFETN.



4 INTERVENANTS ET RÔLES RESPECTIFS

4.1 Fonctionnement du pilotage du contrat côté DPEI

Le pilotage du contrat est constitué en trinôme :

- Le Pilote de contrat : Sarah DHELLEMME - sarah.dhellemme@cea.fr
- Le Coordinateur technique et Ingénieur Sécurité Travaux CQSE : Gérard SANCHEZ - gerard2.sanchez@cea.fr
- Le Coordinateur commercial : Sabine GALOUZEAU DE VILLEPIN - sabine.galouzeaudevillepin@cea.fr

Le Pilote du contrat est l'interlocuteur privilégié du Titulaire en ce qui concerne la gestion administrative et le suivi des indicateurs du contrat. Il ne sera pas le référent opérationnel.

Ce pilote assure l'interface avec les Titulaires. Ces fonctions principales en interfaces sont :

- La contractualisation des prestations pour le centre et leur suivi,
- La validation et le suivi de la planification des prestations,
- Le contrôle du respect des exigences contractuelles,
- La gestion des réunions de suivi périodique et annuelle de contrat,
- L'établissement des bilans et des états de suivi des observations,
- L'évaluation des prestations,
- La prise en compte et le suivi des constats d'écart contractuel et des actions qui en découlent (audits, pénalités...).

Le Coordinateur technique participe à la rédaction des « CCT Spécifique » et est présent en assistance aux Chargé d'affaire (CA) DPEI et/ou SFETN qui ont besoin d'une mission CSPS sur leur chantier. Ces fonctions principales et interfaces sont :

- Le suivi de la mission au titre des marchés subséquents
- Le contrôle de l'autorité et des moyens dévolus au titulaire du marché
- L'interface Titulaire du marché et Chargé d'affaires (DPEI et/ou SFETN) ...

Le Coordinateur commercial pour l'aspect contractuel et commercial. Ses fonctions portent sur :

- Le suivi financier de l'accord-cadre
- Le suivi des avenants
- Le suivi des révisions de prix
- L'application des pénalités

4.2 Autre intervenants CEA

Les chargés d'affaires DPEI

Les Chargés d'Affaires DPEI et SFETN seront, quant à eux responsables de l'interface entre les titulaires, les CI, et toutes les parties prenantes (Interne ou externe) du (ou des) projet(s) pour lesquels le Titulaire est consulté en marché subséquent. Ils s'appuient sur les compétences techniques du coordinateur technique.

Dans le cadre de marché de travaux de Bâtiment et de Génie-civil, le CI, CIS et ISI n'ont pas d'autorité et de délégation du Directeur du Centre sur les emprises des travaux. Lors du programme de travaux initié par les acteurs CEA, DPEI et/ou SFETN désignés au sein de leurs unité un Représentant du Maître de l'Ouvrage et son suppléant qui sont les garants de la responsabilité et de la protection de la sécurité des personnes et des biens.

Les unités du site

Les différentes unités opérationnelles et fonctionnelles du site expriment leurs besoins de travaux au travers du DPEI. Ce sont les utilisateurs, c'est-à-dire les clients du DPEI et SFETN

La formation Locale de Sécurité (FLS)

C'est le service d'intervention du CEA/Grenoble en cas d'incident ou d'accident. Il doit obligatoirement être appelé en cas d'urgence ; ce service est assuré 24h/24, tout au long de l'année.

Le Responsable de Sécurité des Systèmes d'Information

Il est l'interface pour tout ce qui touche à la sécurité informatique.

L'Officier de Sécurité

L'OS et sa cellule sont l'interface pour les accès et pour fixer les règles et consignes de sécurité à mettre en œuvre concernant les personnes et les informations ou supports classifiés et en contrôler l'application.

Les sociétés tierces ou de services du CEA assurant des interventions pour le compte du Demandeur. L'ensemble des intervenant sont présenté dans la circulaire 51 fournie en annexe.

4.3 Relation avec le centre CEA de Grenoble

Le Titulaire désigne un responsable de contrat qui rend compte directement au trinôme de pilotage pour le suivi des prestations et participe aux réunions de suivi de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à signaler immédiatement au **Représentant du Maître de l'ouvrage** et au **Correspondant Technique** toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors des prestations les concernant.

Le CSPS désigné pour un marché subséquent ainsi que son suppléant sont identifiés dès la consultation. Tout changement de personnel est notifié 2 mois avant le changement, c'est la durée de la période de recouvrement à laquelle le personnel entrant et sortant sont présents aux réunions et suivi de chantier.

Le Titulaire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé ci-après « **Interlocuteur Sécurité** ». Il est doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables dans tous les domaines de la Sécurité, ainsi que les consignes particulières du CEA. Il participe au Inspection Commune avec le Chef d'Etablissement ou son représentant – IS DPEI. (Pour chaque marché subséquent)

Le chargé d'affaires du Demandeur précisera au Titulaire quels sont les interlocuteurs sécurité concernés par la prestation.

Le Titulaire informera le Demandeur, dans les meilleurs délais, d'une éventuelle visite de son CSSCT (ou CSE).

5 DOCUMENTS APPLICABLES

5.1 Documents généraux

Sur le site du CEA Grenoble, l'Arrêté Préfectoral du centre, les circulaires et instructions sécurité CEA s'appliquent, et notamment les textes suivants :

Une copie de ce référentiel est transmise au Titulaire et doit être restituée au CEA en fin de marché.

Référence	Titre
CEA/GRE/SP/RI/Ind E	Règlement intérieur CEA
Modèle 12/2022	DAASC + COS
CS 58-4 indice N	Notice explicative DAASC
	Demande d'accès CEA
CS 58-4 indice N	Règles applicables aux entreprises extérieures
	Accès CEA Grenoble
	Plan site Horaires ouverture
ST.G.PR.1415 ind 0	Formalités accès entreprise extérieure
ST.G.CC.1100 C	non concerné
CO.R.71.01	non concerné
CCTG 1336	Données du site

5.2 Circulaires sécurité

Référence	Titre
Circulaire sécurité n° 18	Manutention et levage au CEA Grenoble



DG/CEAGRE/DPEI

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 17 / 33

Circulaire sécurité n° 23	Organisation du travail des Entreprises Extérieures
Circulaire sécurité n° 27	Formation à la sécurité au CEA Grenoble
Circulaire sécurité n° 28	Prévention des risques électriques
Circulaire sécurité n° 29	Application au CEA Grenoble de la réglementation relative aux ICPE
Circulaire sécurité n° 35	Travaux par points chauds - Permis de feu Attention gestion spécifique pour les opérations de BtGC
Circulaire sécurité n° 42	Points de rassemblement
Circulaire sécurité n° 44	Commission Locale de Visites de Sécurité (C.L.V.S.)
Circulaire sécurité n° 46	Prévention des risques liés à l'amiante
Circulaire sécurité n° 61	Sécurité dans les opérations de bâtiment et de génie civil

5.3 Documents qualité

Les documents référencés ci-dessous, sont consultables au DPEI dans le groupe émetteur du présent document et seront reproduits à la demande de l'entreprise.

Référence	Titre
ST.E.PT.6417	Charte graphique
ST.G.MQ.1126F	Manuel Qualité des DPEI
EQ/CS23-3	Liste du personnel de l'entreprise devant effectuer des travaux sur le site du CEA Grenoble
EQ/CS23-10	Règles applicables aux Entreprises Extérieures
EQ/CS27-1	Accueil du nouvel arrivant
EQ/CS28-2	Autorisation de travail
EQ/CS28-5	Demande dérogation travail hors tension
EQ/CS 28-8	Habilitation électrique - Prescriptions complémentaires
EQ/CS35-1	Permis de feu pour travaux par points chauds
EQ/CS35-2	Demande d'inhibition et remise en service d'une boucle incendie
EQ/CS41-1	Demande de transport de marchandises dangereuses non radioactives
EQ/CS42-1	Consignes de sécurité
EQ/CS42-2	Liste des points de rassemblements
	Plan des points de rassemblements GRENOBLE
	Plan des points de rassemblements INES
EQ/CS48-1	Fiche de recommandation : charge de batteries personnelles dans les zones bureaux
EQ/CS58-2	Demande d'habilitation Horus pour le personnel d'Entreprises Extérieures (Application DEFI)
EQ/CS58-3	Autorisation d'accès au Centre en dehors de son horaire d'ouverture (Application DEFI)
EQ/CS58-4	Formulaire de demande d'autorisation d'accès aux sites du CEA - formulaire DAASC

5.4 Réglementation relative à certaines activités

5.4.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :

La prévention des risques liés à certaines activités ou opérations lors de travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure se doit de mettre en œuvre les mesures préalables à l'exécution d'une opération.

6 DESCRIPTION DE LA PRESTATION

6.1 Missions confiées au titulaire

Dans le cadre des missions qui pourront leur être attribuées les Titulaires appliqueront les dispositions des articles L.4532-2 et suivants du Code du travail, ainsi que les autres textes d'application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 ;

Le Titulaire veillera à la mise en œuvre des principes généraux de prévention, en application de l'article R 4532-11 et définis aux articles L. 4531-1 et L.4535-1 du Code du travail et rappelés ci-après, conjointement avec le Maître d'Œuvre, afin de prévenir les risques liés à la réalisation de l'Ouvrage ; il exerce ses missions sous la responsabilité du maître de l'ouvrage.

- Éviter les risques ;
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- Combattre les risques à la source ;
- Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- Tenir compte de l'évolution des techniques ;
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- Planifier la prévention, en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Ces principes seront appliqués notamment à l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail, qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'Ouvrage.

Les documents auxquels le Titulaire doit se référer pour réaliser ses prestations sont des notes d'organisation et différents documents existants.

Pour chaque mission, le Titulaire désigne un CSPS qui sera en charge de la phase de conception et de la phase de réalisation ainsi qu'un ou des coordonnateurs suppléants de compétence équivalente afin d'assurer temporairement la continuité de la mission en cas de maladie ou de congés de l'interlocuteur désigné. En cas de changement de coordonnateur au cours de la mission CSPS d'une opération, le Titulaire s'engage à avertir le CEA au moins deux mois à l'avance de ce remplacement. Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à fournir 2 mois avant pour accord, au CEA un dossier démontrant la compétence de ce nouveau coordonnateur.

Pour rappel : les coordonnateurs affectés au présent accord-cadre disposent d'attestation de compétence à jour de Niveau II C+R. (10 ans d'expérience pour le titulaire et 5 ans pour le suppléant).

6.2 Consultation et marchés

6.2.1 Le cahier des charges techniques particulières

La consultation auprès des Titulaires est effectuée selon les dispositions prévues à l'accord-cadre. Le contenu des prestations attendues sera détaillé pour chaque consultation dans le CCT Spécifique qui précisera les prestations confiées au Titulaire en termes de nature, périmètre, interfaces ainsi que l'organisation pratique pour l'exécution de la prestation. Les éléments permettant de faire le dimensionnement exact de la prestation demandée seront fournis.

Les CA DPEI ou SFTN sollicite le Coordinateur Technique afin d'exprimer leur besoin et demander assistance pour le montage du CCT spécifique à l'opération faisant l'objet de la consultation.

Le dossier de consultation sera accompagné d'un CCTS ; Ce CCTS présente les items indispensables pour la réponse technique et commerciale du titulaire :

- Périmètre géographique
- Périmètre technique
 - o Dates prévisionnelles Date de début de la phase de conception (stade Concours, APS, APD)
 - o Durée estimée de la phase de Conception
 - o Date estimée de la phase réalisation
 - o Durée estimée des travaux ; phasages éventuels
- Estimation du nombre de corps d'état sur le chantier (titulaires, sous-traitants rang 1 et 2)
- Détail des prestations demandées au titulaire : tranches fermes et optionnelles (ex phase étude, conception, suivi d'exécution,)
- Autorité et moyens dévolus au titulaire, y sont précisé le nombre de réunion de chantier ainsi que le nombre de visite inopinée hebdomadaire demandés.

Sont fourni en annexe de la consultation (au besoin) :

- Une note présentant le contexte du projet (organisation, responsabilité des protagonistes, interfaces),
- Une spécification de management pour la réalisation de ces missions,
- Un dossier récapitulatif toutes les notes et procédures que le prestataire devra suivre.

Pour chaque projet, une visite obligatoire aura lieu avant la remise des offres.

6.2.2 Visite des lieux

Les Titulaires de l'accord-cadre, dans le cadre de cette consultation sont tenus de se rendre sur place pour apprécier la technicité, la documentation, l'étendue des travaux à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail. Ils doivent, pour ce faire prendre contact avec les interlocuteurs indiqués dans le cahier des charges.

Le CSPS a donc pris connaissance des lieux, a parfaitement apprécié l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des travaux prévus.

Cette visite est à organiser pendant la phase de consultation. Les dates de visites sont indiquées dans le PM.

6.2.3 Analyse des offres

Les propositions conformes au besoin du CEA seront jugées d'après les critères de sélection définis dans l'accord-cadre

6.3 Réunion d'enclenchement de l'opération

Le commencement de la prestation donnera lieu à une réunion d'enclenchement afin de valider le besoin, les échéances, les modalités d'organisation et les données d'entrée.

Cette réunion d'enclenchement examinera les points suivants :

- La présentation des interlocuteurs CEA,
- La présentation des intervenants et de leur encadrement,
- La validation par les parties du besoin, des échéances, des modalités d'organisation,
- La validation de la complétude des données d'entrée.

À partir des données fournies dans le présent cahier des charges et dans les CCT Spécifique, le Titulaire doit la rédaction des documents associés à la mission.

Cette réunion fera l'objet d'un Registre journal rédigé par le Titulaire et approuvé par le prescripteur CEA.

6.4 Mission d'Etude, de Conception et d'Elaboration du projet

La mission de conception comprend le éléments ci-après mentionnés:

- Participer aux réunions avec la Maîtrise d'œuvre ;
- **Ouvrir et tenir à jour le registre journal**, un exemplaire papier sera tenu à jour en salle de réunion du chantier ;
- **Rédiger le Plan Général de coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) ou Plan Général Simplifié de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGSCSPS – Niveau III à risques particuliers);**
- **Etablir le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) ;**
- Gérer les interférences avec le site en exploitation (exploitants, logistique, circulation...) en interface avec les acteurs de sécurité du CEA concernés;
- Contribuer à l'élaboration des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE) ou de bons de commande et dossiers techniques associés ;
- Contribuer à l'analyse des offres des entreprises en matière de sécurité ;
- Assurer la passation des consignes entre coordonnateurs Conception et Réalisation
- Assurer la concertation inter-maitrise d'ouvrage sur l'ensemble des aspects sécurité de co-activité inter-chantiers

6.4.1 Analyses de phase APS, APD, PRO.

Le Titulaire, en lien, avec les équipes de la maitrise d'ouvrage et de la maitrise d'œuvre, émet un **rapport d'analyse à chaque phase de chantier**.

Cette analyse sera à retranscrire, soit au travers de documents émanant de la Maitrise d'ouvrage lorsqu'une trame est fournie, soit sur un document de type (.xlsx) permettant à la maitrise d'ouvrage de synthétiser les différents points émis., soit sous forme d'un PDF assorti d'un document Word ou Excel identique au PDF.

Le CSPS pourra être force de proposition dans le cadre de l'analyse des co-activités dans les emprises du chantier et les activités périphériques

6.4.2 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Catégorie 2)

Le Titulaire élabore le **Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé** (ci-après dénommé : "Plan général de coordination").

L'élaboration du Plan général de coordination commence dès le début de la phase d'élaboration de l'Avant-projet Sommaire et est complété au moment de l'élaboration du dossier de consultation des entreprises. Il doit

être prêt à minima 15 jours avant la remise des documents de présentation de la Commission Locale de Sécurité et pour être remis aux entreprises contactées dans le cadre de l'appel d'offres.

Les principales rubriques de ce Plan Général de Coordination sont énoncées en annexe 1 du présent cahier des charges.

Le Plan Général de Coordination est modifié et adapté par le Titulaire en fonction de l'évolution de la réalisation de l'Ouvrage et de la durée effective des différents types de travaux ou des phases de travail.

Ce Plan Général de Coordination intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (ci-après dénommés "Plans particuliers") que lui transmettent les entreprises intervenantes. Les adaptations nécessaires à la mise en harmonie des Plans Particuliers et des Plans de Prévention sont portées à la connaissance des entreprises.

Le schéma de principe d'installation de chantier proposé par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS sera intégré dans ce document.

6.4.3 Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Catégorie 3)

Lorsqu'il est prévu, pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie, d'exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, le coordonnateur établit par écrit, avant la phase de consultation des entreprises, un **plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**.

Ce plan prend en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

6.4.4 Dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage

Durant la phase de conception et en application de l'article L.4532-16, le Titulaire élabore le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (ci-après dénommé : "**Dossier d'interventions ultérieures**"). Il collecte, auprès du Maître d'œuvre et des intervenants, les documents permettant de réaliser ce dossier et de le compléter afin de préciser les dispositions concernant la sécurité des travailleurs et la protection de la santé.

6.4.5 Registre-journal

Dès la signature du contrat et en application de l'article L.4532-38, le Titulaire ouvre un **Registre-Journal de la Coordination** ci-après dénommé « Registre-Journal » où sont consignés :

1° Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au 1° de l'article R. 4532-13, qu'il fait viser par les entreprises concernées ;

2° Les observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par les intéressés avec leur réponse éventuelle ;

3° Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;

4° Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

 En complément le CSPS tiendra à jour **un tableau récapitulatif des Inspections communes et harmonisation des PPSPS (avec date)**. Les mises à jour de ce tableau seront annexées au registre journal à chaque arrivée de nouvelle entreprise

6.4.6 Protections collectives, appareils de levage, accès provisoires, installations générales

Le Titulaire définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations

électriques (voir CCTG ST.E.NT.3449 G / CCTG installation électrique). Le Titulaire mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

6.4.7 Rapports du Titulaire avec la maîtrise d'œuvre

Le Titulaire met en place les mesures nécessaires à la coordination du chantier en coopération avec le maître d'œuvre.

Il apporte sa contribution au maître d'œuvre pour définir les mesures d'organisation générale du chantier.

6.4.8 Document Harmonisé de l'Organisation des Livraisons

Préalablement au démarrage du chantier, le coordonnateur SPS élabore le PGCSPPS.

Simultanément, le coordonnateur SPS préétablit un **Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier** (DHOL) qu'il annexe au PGCSPPS. (Recommandation R476 – MOA & R477 – Entreprises).

Ce document précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes.

L'entreprise de travaux établit son PPSPS et renseigne le DHOL à partir de l'inspection commune par les informations qui lui sont propres, et avant la livraison.

Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise.

Il est annexe au PPSPS de celle-ci.

Il est régulièrement mis à jour dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS par le coordonnateur, et aussi pour tenir compte de l'évolution du chantier impactant les livraisons.

6.5 Missions de suivi d'exécution (tranche optionnelle)

Dans le cas où le financement n'est pas obtenu ou s'il existe une impossibilité technique de réaliser le projet cette tranche n'est pas levée.

La mission de Réalisation comprend le éléments ci-après mentionnés:

- Réaliser les visites d'inspection commune avec les entreprises titulaires et sous-traitantes et tous les intervenants : contrat multi technique Centre amenés à intervenir dans les emprises du chantier.
- **Mettre à jour le registre journal** au fur et à mesure de l'avancement de la mission ;
- **Mettre à jour le PGCSPPS** en tenant compte de l'évaluation des risques ;
- Vérifier la conformité entre les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et le PGCSPPS ;
- **Compléter le DIUO** au fur et à mesure de l'avancement de la prestation et remettre le DIUO finalisé au maître de l'Ouvrage à la date de la réception de l'ouvrage ;
- Participer activement aux réunions de concertation inter-chantiers lorsqu'elles existent

6.5.1 Mission de coordination générale

Dans le cadre de sa mission de coordination générale, le Titulaire devra notamment :

- Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- A cet effet, le Titulaire procède avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à son intervention, à une visite d'inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune a lieu sur le site du chantier et inclus une visite

sur le chantier avant la remise du Plan particulier et fait l'objet d'un document intitulé **Visite d'Inspection Commune**;

- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- Tenir à jour le **Plan général de coordination** et veiller à son application ;
- Consigner sur le **Registre-Journal**, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, les événements suivants:
 - Le **compte rendu des inspections communes**, les consignes à transmettre et les observations particulières transmises à chaque entreprise intervenante sur le chantier (sous-traitants compris) ;
 - Les observations ou injonctions que le Titulaire peut juger nécessaire de faire aux entreprises intervenantes ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses éventuelles ;
 - Les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, dès qu'il en a connaissance, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux; cette liste est, si nécessaire, complétée ou corrigée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
- Mettre le Registre-Journal à la disposition des intervenants sur le chantier. Le Titulaire y apposera son visa chaque semaine, au même titre que les autres intervenants. Une copie du procès-verbal de transmission du Dossier d'intervention ultérieure doit y être annexée. Après réception des travaux, le Titulaire en remettra une copie au Maître d'Ouvrage et conservera ce Registre-Journal pendant cinq ans
- Participer aux réunions organisées entre les intervenants, notamment avec le Maître d'Ouvrage, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration de l'Ouvrage ;
- Visiter régulièrement le chantier. Les visites auront lieu suivant la définition du CCTS : Présence du Titulaire sur le chantier ;
- Signaler aux responsables des entreprises tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation et étudier avec eux, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions ;
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité ;
- Conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs, et plus particulièrement à la prévention des maladies professionnelles ;
- S'assurer que chaque entreprise applique les dispositions prévues à son Plan particulier de sécurité ;
- Provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées ;
- Faire diffuser les affiches et consignes de sécurité ;
- Faire l'analyse des accidents de travail ;
- **Adresser et tenir mensuellement à jour les statistiques d'accident** (suivant fichier CEA), en précisant les chiffres suivants pour chaque entreprise présente: le nombre d'heures travaillées, le nombre d'accidents avec arrêt, le nombre total d'accidents, le nombre total de jour d'arrêt, le total des IPP des accidents et l'effectif moyen.
- Fournir au Maître d'Ouvrage les éléments nécessaires pour la ventilation des dépenses que celui-ci fera effectuer au titre de la sécurité et de la protection de la santé.
- Demander aux entreprises titulaires et aux sous-traitants de transmettre en annexe de leur PPSPS la liste des personnels affectés à l'opération ainsi que les mises à jour éventuelles
- Cas spécifique d'une opération de traitement de l'amiante
 - Relire, lorsqu'il existe, le plan de retrait des MPCA et vérifier l'avis du CHSCT

- Vérifier les mesures de dépression chaque semaine et en cas d'incident demander à l'entreprise les explications
- Contrôler tous les résultats de test d'empoussièrement du chantier (sauf ceux de l'environnement chantier contrôlés par le MOE) et consigner dans le registre journal les conclusions du contrôle.

6.5.2 Interférences avec les activités sur le site

Le Titulaire devra tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet il devra en particulier procéder avec le Maître d'Ouvrage, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :

- Délimiter le chantier ;
- Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier, qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel appelé à intervenir ;
- Préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
- Le Compte-rendu de l'inspection commune avec le chef d'établissement (ou son représentant) est rédigé et intégré par le CSPS phase conception dans le registre journal de la coordination SPS et d'autre part est intégrée dans le PGCSPS.

6.5.3 Accès au chantier

Le Titulaire prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le Titulaire, en concertation avec la Maîtrise d'ouvrage, le Maître d'œuvre et l'OPC, s'assure de la mise en œuvre des moyens pour garantir la fermeture du chantier de façon pérenne.

6.5.4 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le Titulaire communique à chacune des entreprises appelées à intervenir sur le chantier, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres entreprises contractantes.

A réception des Plans particuliers, le Titulaire vérifie leur conformité avec les dispositions du Plan général de coordination avant leur intégration dans celui-ci.

Il transmet à chaque entreprise qui en fait la demande les Plans particuliers établis par les autres entreprises. Pour les opérations de construction de bâtiment, le Titulaire transmet également obligatoirement aux autres entreprises les Plans particuliers élaborés par les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal et de celles ayant à exécuter des travaux présentant un risque particulier prévus par l'arrêté pris en application de l'article L. 4532-8 du Code du travail.

6.5.5 Information du Maître d'Ouvrage

Le Titulaire est dans l'obligation d'informer, en tant que de besoin et le plus rapidement possible, le chargé d'opération RMOA (Représentant du Maître d'Ouvrage):

- De l'état d'avancement de sa mission
- Des non conformités constatées
- Des absences de prises en compte des recommandations
- des arrêts de postes de travail.

6.5.6 Profils associés à la mission (base te optionnelle)

Conformément à la réglementation, le coordonnateur doit présenter une attestation de compétence de la formation initiale et des actualisations valides y compris les formations de changement de niveau et extension de phase (conception, réalisation). Ces attestations correspondent à minima à la catégorie 2 de chantier.

Si la (ou les) personne(s) physique(s) compétente(s) ne sont pas indiquées dans l'offre initiale, la personne morale ne peut être désignée en tant que coordonnateur excepté si cette personne physique a déjà été acceptée par le CEA lors d'une opération de r=travaux réalisé dans le cadre de cet accord.

Pour chaque mission, le titulaire désigne un CSPS qui sera en charge de la phase de conception et de la phase de réalisation ainsi qu'un ou des coordonnateurs suppléants de compétence équivalente afin d'assurer temporairement la continuité de la mission en cas de maladie ou de congés de l'interlocuteur désigné.

En cas de changement au cours de la mission CSPS d'une opération, le titulaire s'engage à avertir le CEA au moins deux mois à l'avance de ce remplacement.

Une période de recouvrement d'une durée minimum de 2 mois sera effectuée, à la charge financière du titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Pour ce faire, le titulaire s'engage à fournir pour accord, au CEA un dossier démontrant la compétence du nouveau coordonnateur.

6.6 Indicateur et livrables attendus

Le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Livrables".

La remise des Livrables est une condition de Réception des Prestations par le CEA.

Tous les documents, remis par le Titulaire, au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Mission d'études et de conception				
Intitulé	Objectif	Type	Délai	Ecart
Rapport APS/APD/PRO	La remise des rapports d'analyse à chaque stade de la phase de conception en vue de l'élaboration du PGCSPS « bêta »	Réglementaire Code du travail R.4532-12	Conformément au planning général de l'opération établi par le MOE en concertation avec les acteurs dans l'acte de construire	A la date prévue au planning Le retard autorisé est donc de : 0 jour
Inspection commune préalable avec l'exploitant du site	Réalisation avec l'exploitant du site de l'ICP. Intégration des mesures de sécurité dans le PGCSPS ou PGCSPS	Réglementaire code du travail R.4532-14	Au cours de la phase de conception du projet pour insertion dans la version « Bêta » du PGCSPS ou PGCSPS	5 jours ouvrés maximum par marché subséquent

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

DIFFUSION PUBLIQUE

Référence :

Page 26 / 33

PGSSPS (niveau II)Ou	Constituer au cours de la phase d'Etudes et de Conception le PGCSPS ou le PGSCSPS est	Réglementaire Code du travail R.4532- 12	Conformement au planning général de l'opération établi par le MOE en concertation avec les	A la date prévue au planning Le retard autorisé est donc de : 0 jour
Mission de suivi et d'exécution				
Intitulé	Objectif	Type	Délai	Ecart
Analyse des PPSPS / ICP avec les entreprises	Réaliser l'ICP et l'analyse des PPSPS des entreprises	Réglementaire Code du Travail R.4532-56	Dans les 30 jours précédant l'intervention de l'entreprise	5 jours ouvrés maximum par marché subséquent
Adaptation évolution PGC	et du Intégration des évolutions significatives en matière de Sécurité et Protection de la santé	Réglementaire Code du travail R.4532-47	A l'avancement du projet	5 jours ouvrés maximum par marché subséquent
Notes d'observation	Transmettre aux acteurs du chantier, les constats de sécurité découlant des visites de chantier	Contractuel Sécurité CEA	A l'issue de chaque réunion hebdomadaire et/ou de visite de chantier = sous 24h00	1 jour ouvré maximum par marché subséquent
Visite de chantier et présence en réunion	Participer à la réunion hebdomadaire et réaliser les visites inopinées conformément au Cahier des Charges Spécifique	obligation contractuelle CEA	Dans la semaine le nombre de visites doit être effectué	2 jours ouvrés maximum par marché subséquent
DIUO de fin de chantier	Remise du DIUO à la maîtrise d'Ouvrage	réglementaire code du travail R.4532-97	A la date de notification de la réception de l'ouvrage	1 mois ouvré par marché subséquent

6.7 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations

6.7.1 Moyens à la charge du Titulaire

Le Titulaire utilise ses propres matériels, outillages et équipements pour la réalisation des prestations notamment :

- Téléphones mobiles
- Matériel informatique (Le titulaire ne peut aucunement prétendre à un raccordement sur les serveurs du CEA) Tout échange de document d'information dans le cadre de sa mission sera fait par voie électronique (e-mail)

- EPI (Vêtement autoréfléctorisant), chaussures de sécurité, casque, lunette de sécurité...) **Les vêtements couvrants sont obligatoires sur les chantiers**
- Véhicules d'intervention, (énergie propre)

Le Titulaire en assure l'entretien et la conformité à la réglementation en vigueur associée.

7 PILOTAGE DU MARCHÉ CSPS

7.1 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage se tient une fois le marché notifié.

Cette réunion, où sont présents les représentants, des deux parties permet :

- De préciser l'organisation opérationnelle pour le suivi du contrat : les intervenants et leurs coordonnées, les limites de responsabilité, le calendrier des réunions de travail...
- De rappeler les objectifs : planning, politique QSE...
- D'établir et signer les différents documents contractuels et réglementaires.

A cette occasion, le Titulaire remet au CEA le projet de plan d'organisation détaillé mentionnant les différents postes de travail. Le Titulaire présente et fait valider lors de cette réunion, une maquette des documents qu'il juge nécessaires à la bonne appréciation de la prestation et à l'analyse des résultats.

Le CEA partage le support de la réunion de démarrage avec le Titulaire.

7.2 Réunion annuelle

Le titulaire présente un support portant sur l'année civile écoulée. Ce rapport sera réalisé par le Titulaire et remis au correspondant technique du contrat dans le mois qui suit la fin de l'exercice.

Le titulaire présente lors de la réunion XXX un support reprenant les item ci-dessous :

- Sécurité
 - Bilan accidents et incidents
 - Listing des habilitations / formations à jour
- Bilan technique et commercial,
 - Liste des marchés en cours
 - Avancement financier
 - Evolution des indicateurs
 - Les événements contractuels et administratifs (facturation, dérogations, réclamations, avenants),
 - Un état du périmètre,
- Qualité et environnement
 - Le suivi des contrôles de prestations,
 - Les suivis des fiches d'anomalies, les actions correctives, réclamations clients
 - Un bilan RSE

8 OBLIGATIONS LIÉES À LA PRESTATION

8.1 Sécurité

Le Titulaire se référera aux Règles Applicables aux Entreprises Extérieures.

Les règles rappellent les grandes dispositions à respecter sur le site en termes de sécurité :

- Organisation générale du CEA :
 - Circulation et Stationnement,
 - Organisation sécurité du CEA-Grenoble,
 - Conditions d'hygiène,
 - Accident et appels des secours,
 - Évacuation en cas d'urgence,
 - Surveillance médicale,
- Mesures de prévention préalables à l'exécution du marché :
 - Communication d'informations et de documents,
 - Inspections communes préalables,
 - Plan de prévention,
 - Sécurité des travailleurs affectés à la réalisation du marché,
- Mesures de prévention pendant l'exécution du marché :
 - Applications des consignes du PP,
- Dispositions particulières :
 - Accès aux terrasses,
 - Risques incendie et explosion,
 - Risque électrique,
 - Traitements des déchets,
 - etc.,
- Moyens fournis par le Titulaire (humains et matériels),
- Moyens mis à disposition par le Demandeur,
- Interruption du marché en cas de non-respects des règles de sécurité.

Des contrôles pourront être réalisés par les services compétents du Demandeur à tout moment du déroulement du marché. Le Titulaire ne pourra en aucun cas s'y soustraire.

8.2 Accès au site

Les prestations étant réalisées sur le site du CEA de Grenoble, Le Titulaire devra se soumettre aux procédures d'accès du personnel d'entreprises en vigueur sur le site (Circulaire 58) et établira notamment à ce titre, en temps et en heure, les demandes de laisser passer et/ou les renouvellements nécessaires auprès de la cellule de l'officier de sécurité.

8.3 Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui prévoient notamment :

- Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles et s'interdit de communiquer à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du CEA, tout ou partie des informations et/ou connaissances du CEA ou de toute tierce partie, auxquelles il pourrait avoir ou avoir eu accès à l'occasion de la prestation réalisée pour le compte du CEA.

- Le Titulaire se référera aux règles applicables définies dans le chapitre 4 des CGA (conditions générales d'achat) du CEA.

8.4 Données Personnelles

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le Titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment la loi Informatique et Liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La solution proposée, soumise à autorisation par le CEA, devra respecter les principes de proportionnalité, de minimisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par le CEA, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

Si la prestation implique un traitement de données à caractère personnel, le Titulaire se conformera aux directives

Les informations recueillies par le CEA auprès du Titulaire en application du marché font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel par le CEA à des fins de sécurisation et de contrôle de l'accès aux locaux, et d'une manière générale au site.

Conformément à ladite loi Informatique et Liberté modifiée et au RGPD, les personnes dont les données sont recueillies bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement des données les concernant ainsi que du droit de s'opposer au traitement de leurs données. Elles disposent également du droit de donner des directives sur le sort de leurs données à caractère personnel après leur mort. Elles peuvent exercer ces droits en s'adressant au Délégué à la protection des données (DPD) du CEA (dpd@cea.fr) qui transmettra au Coordinateur de la protection des données (CPD) du CEA Grenoble l'analyse du besoin.

Le CEA informe le Titulaire de la présence dans certains bâtiments situés sur le site, conformément à l'article L223-1 du Code de la sécurité intérieure, d'un système de vidéo protection afin de garantir la sûreté des biens et la sécurité des personnes, notamment contre les actes de terrorisme. Les caméras pourront être notamment installées au niveau des entrées et sorties des bâtiments, des issues de secours et des voies de circulation.

Dans le cadre de ce système de vidéo protection, le CEA sera amené à recueillir, enregistrer et traiter des données à caractère personnel. Les données collectées via ces systèmes de vidéo protection seront conservées pendant une durée qui n'excède pas un (1) mois.

Le Titulaire s'engage à informer ses personnels et ses visiteurs de cette vidéo protection sur le site par le CEA ainsi que de la durée de conservation des données collectées via ces systèmes de vidéo protection, et des obligations légales et réglementaires attachées à la protection de leurs données personnelles.

8.5 Spécifications relatives à la démarche anticorruption du CEA

Le Titulaire devra attester de son intégrité dans son offre, c'est-à-dire de ne tolérer aucune forme et ne se livrer, directement ou indirectement, à aucun acte de corruption, et n'accorder, offrir ou promettre aucun avantage à un salarié CEA et ce afin d'influencer une action officielle ou d'obtenir un avantage indu.

En pièce jointe, nous encourageons le Titulaire à prendre connaissance du code de conduite anticorruption et la procédure de signalement des alertes du CEA.

<https://www.cea.fr/Pages/engagements/conformite-anti-corruption.aspx>

8.6 Qualité

Pour ce faire, le Titulaire rédige dès la signature du contrat, un projet de Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement.

Une première version du PPQSE est à fournir au Demandeur dans les 2 mois à compter du début de l'accord-cadre. La version définitive du document est remise au Demandeur avec prise en compte des remarques dans les 2 semaines après réception des remarques. Il est soumis à l'accord du trinôme de pilotage et à l'ingénieur Qualité.

Ce document décrit les dispositions prises pour satisfaire aux contraintes du présent Cahier des Charges et intègre la description détaillée du processus et de l'organisation du Titulaire.

Il peut se baser sur les prescriptions de la norme ISO 10 005.

Il comprend en particulier la description

- De l'objet des prestations
- Des références documentaires
- De l'organisation mise en place par le prestataire
- Les CV du personnel
- Des dispositions de pilotage du contrat
- Des ressources affectées aux prestations
- De la réalisation des prestations
- De la surveillance, des mesures et de l'évaluation des prestations
- Du traitement des écarts, incidents, accidents et réclamations éventuelles
- Du pilotage des améliorations

La Fiche Reflexe ST-G-FX-2051 fournie par le CEA sur demande détaille ces différents éléments.

Ce document doit être mis à jour annuellement ou autant que de besoin.

Des indicateurs « qualité » de suivi de prestation sont établis par le Titulaire. Le Demandeur peut demander des compléments.

Le Demandeur se réserve la possibilité de faire auditer le Titulaire en cours de contrat. Le Titulaire devra alors garantir le libre accès de ses locaux et de ceux de ses sous-traitants éventuels aux personnes et aux contrôleurs mandatés par le Demandeur, et ce, pendant toute la durée du contrat.

Le Titulaire pourra, selon le cas et à la demande du Demandeur, assurer une assistance lors d'audits, inspections...

S'il apparaît que certaines dispositions du PPQSE et du cahier des charges ne sont pas appliquées *ou* en cas d'écarts de la prestation, le Titulaire doit présenter au Demandeur un calendrier de modifications et d'actions correctives dans un délai demandé par le pilote.

Les écarts constatés sont notifiés au Titulaire pour une action corrective dans un délai imparti.

En cas d'écarts répétitifs ou d'actions correctives non réalisées, des pénalités sont appliquées au Titulaire en référence au marché.

Un plan de progrès est établi par le Titulaire pendant la durée d'exécution du contrat. Ce plan est issu des différentes remarques élaborées au travers de l'analyse des fiches d'anomalies et de sa propre expertise. La revue de ce plan est réalisée pendant les réunions de pilotage.

Le Titulaire pourra émettre des recommandations dans le cadre de son obligation de conseil, en vue d'améliorer les outils qualité.

8.7 Politique Achats responsables et Développement Durable

Avec un montant qui représente près de 2,7 milliards d'euros, les achats du CEA font partie intégrante des enjeux sociétaux et environnementaux.

Le CEA veille à la qualité et à la diversité des relations avec ses fournisseurs. Il mène une politique d'achat responsable fondée sur trois engagements prioritaires :

- Créer et maintenir des relations de confiance avec ses fournisseurs,
- Prendre en compte la dimension responsable de ses achats,
- Contribuer au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de l'innovation.

Il est signataire depuis 2004 de la charte « relation fournisseur responsable » et adhère au Pacte PME, dispositif national de soutien aux PME innovantes.

Par ailleurs, dans le cadre de sa démarche développement durable entamée il y a déjà plusieurs années, et plus particulièrement dans le cadre de sa politique RSE mise en place au CEA Grenoble, le CEA poursuit ses actions dans les trois domaines fondamentaux : environnement, social et économique.

L'engagement de développement des achats responsables du CEA ne peut se faire sans prise en compte de cette dimension par ses fournisseurs.

Ainsi, le CEA souhaite impliquer ses fournisseurs dans cette démarche pour :

- Le volet environnement, y compris pour les économies d'énergie
- Le volet social (bien-être au travail, insertion, politique emploi, handicap, etc.).

Dans ce cadre, le Titulaire, au travers d'un rapport descriptif, démontrera dans la remise de son offre son engagement sur ces aspects.

8.7.1 Volet environnement

Le Demandeur a adopté depuis 2001 une stratégie ambitieuse de Responsabilité sociétale.

8.7.1.1 Déplacements

Le Demandeur a démarré un plan de déplacement d'entreprise dès 2001 et a aujourd'hui un des meilleurs plans de mobilité de France. Pour cela il incite l'ensemble des usagers du site (salariés usagers et prestataires) aux modes de déplacements doux tels que véhicules à motorisation alternative, vélos, navettes, zones piétonnes.

A ce titre le Titulaire devra justifier d'un plan de mobilité ambitieux.

9 ANNEXE 1 - CONTENU DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, joint aux autres documents remis par le groupement de conception-réalisation aux entrepreneurs qui envisagent de contracter, énonce notamment :

- 1°) Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- 2°) Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- 3°) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,

- c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- 4°) Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- 5°) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :
- a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article L.4532-18 et du décret pris pour son application,
 - b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
- 6°) Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- 7°) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

En outre, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé rappelle, dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, la mission de ce collège en la matière.

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont également joints au plan général de coordination.

10 ANNEXE 2 - CONTENU DU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

Le Dossier d'interventions ultérieure sur l'ouvrage, rassemble tous les documents permettant de faciliter les opérations de maintenance et d'entretien.

Il intègre notamment :

- Les éléments techniques propres à l'ouvrage ;
- Les informations relatives aux éventuelles **contraintes géographiques et/ou géotechnique** ;
- Les problèmes d'environnement (climat, infrastructure de transport, ...).

Le Dossier d'interventions Ultérieures doit contenir à minima :

- La liste des interventions ultérieures ;
- Le tableau de suivi de la mise à jour du DIUO ;
- La liste des documents ou pièces du DIUO, annotée des modifications apportées aux versions initialement versées au dossier ;
- Les différents diagnostics imposés par le législateur (DTA, rapport de repérage avant travaux, ...) ;
- Les noms et coordonnées des personnes morales et/ou physiques ayant participé à l'acte de construire ;
- Les plans et photographies de l'ouvrage, notamment des parties de l'ouvrage devant faire l'objet d'une attention particulière lors des interventions ;
- Les fiches relatives aux interventions établies, par métier et par lieu d'intervention ;
- Les notices techniques d'utilisation et d'entretien des équipements ;
- Un calendrier prévisionnel des opérations de maintenance ;
- Les informations relatives aux produits fiches de données de sécurité, ...) ;
- Les rapports de repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante, les bordereaux de suivi des déchets amiante (cas d'opération de désamiantage).